NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Malgré des avancées, pas de compromis en vue sur la réouverture des axes de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Au lendemain du nouveau sommet qui avait réuni à Sotchi le 8 juin, à l'initiative du président russe Vladimir Poutine, le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev en marge du sommet de l'Union économique eurasiatique (UEE), dans le sillage de nombreuses rencontres au plus haut niveau sous la médiation, cette fois, des Occidentaux, les parties en conflit s'accordent à faire état de nets progrès dans les discussions, même si les déclarations contradictoires auxquelles ont donné lieu à Erevan et à Bakou, ce week end, les modalités pratiques envisagées pour une restauration des axes de transport et de communication entre les deux pays ennemis du Sud Caucase ne laissent pas présager pour l'instant de compromis majeurs. Le vice-premier ministre azéri Shahin Mustafaïev a ainsi indiqué qu'en conformité avec l'accord de cessez-le-feu qui avait mis fin, à l'initiative de la Russie, à six semaines de guerre au Karabagh le 9 novembre 2020, des gardes frontières russes seraient chargés de contrôler « sans entrave » le trafic des véhicules commerciaux entre l'Azerbaïdjan et son enclave du Nakhitchevan via la province méridionale arménienne du Syounik. Il a précisé aux media azéris que Bakou, Erevan et Moscou s'employaient désormais à peaufiner les « détails techniques » de cet accord. Pour sa part, le service de presse du vice-premier ministre arménien Mher Grgorian a fait savoir qu'un tel accord n'avait pas été conclu lors de ses discussions avec Mustafaïev, y compris le 2 juin, lors de leur rencontre à Moscou. Invoquant l'article 9 de l'accord de cessez-le-feu, il a affirmé que les axes routier et ferroviaire prévus resteraient sous le contrôle exclusif des Arméniens. Cette clause de l'accord stipule que les gardes frontières russes stationnés en Arménie ont vocation à « contrôler » le transit des personnes, des véhicules et des biens

entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan. L'agence de presse russe Spoutnik, citant les propos du vice-premier ministre russe Alexei Overtchuk, a quant à elle indiqué vendredi que sur ce point, ni Moscou ni Bakou ne remettaient en cause la souveraineté de l'Arménie sur ces axes de transit. Interrogé sur le rôle que pourraient jouer les gardes frontières russe dans cette situation, il a indiqué que cela dépendait de la partie arménienne. Le sujet était inscrit à l'ordre du jour prioritaire de la rencontre trilatérale du 25 mai de MM. Poutine, Pachinian et Aliev à Moscou. Mustafaïev, Grigorian et Overtchuk se sont rencontrés le 2 juin dans la capitale russe en vue de régler ce que Poutine a désigné comme les questions « purement techniques » qui empêchent l'ouverture de la frontière arméno-azérie au trafic commercial. Selon une déclaration du gouvernement arménien, ils ont réalisé à cette occasion des « progrès considérables » singulièrement pour ce qui concerne la voie ferrée reliant le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan, un dossier moins sensible que celui relatif à l'axe routier, dominé par la question du contrôle des véhicules qui devront l'emprunter.

——————————-

2.Les Nouvelles d'Arménie

13 juin 2023

L'Eglise arménienne met une fois encore en garde contre un traité de paix « (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

L'Eglise arménienne met une fois encore en garde contre un traité de paix « humiliant »

L'Eglise apostolique arménienne a une fois encore dénoncé la gestion par le premier ministre Nikol Pachinian du conflit avec l'Azerbaïdjan, en soulignant que l'Arménie devait continuer à défendre le droit à l'autodétermination du Haut-Karabagh. Dans une déclaration publiée ce week end, l'Eglise a exprimé sa profonde préoccupation concernant la « situation difficile créée dans le pays », lors de la réunion de son Conseil suprême spirituel (CSS) présidée par le catholicos Karekine II. « Il a été souligné [durant la réunion] que les autorités d'Arménie devraient renoncer aux actions qui violent la dignité de la nation et s'opposer aux ambitions et demandes humiliantes des ennemis étrangers avec des positions réalistes et exclusivement pro-arméniennes, en défendant avec résolution le droit non négociable du peuple de l'Artsakh à l'autodétermination »,

indique le texte de la déclaration qui ajoute : « Le CSS exprime son soutien au peuple et aux autorités de l'Artsakh, en notant aussi que le droit légitime du peuple de l'Artsakh à vivre librement et en toute indépendance sera défendu dans tous les cadres nationaux ». Le CSS avait convoqué une autre réunion d'urgence le mois dernier. A cette occasion, l'Eglise s'était jointe aux autorités du Karabagh et à l'opposition arménienne pour condamner la disposition affichée par Pachinian à signer un accord de paix qui reconnaîtrait le Karabagh comme une partie de l'Azrbaïdjan. Elle rappelait que la restauration de l'autorité azérie placerait les Arméniens du Karabagh devant la menace d'un « nouveau génocide et de la perte de la patrie ». L'Eglise a ouvertement critiqué la politique du gouvernement de Pachinian concernant le Karabagh depuis l'automne dernier. Le catholicos Karekine a ainsi permis à un archevêque arménien de prendre la parole lors d'une manifestation de l'opposition à Erevan, pour mettre en garde Pachinian contre une reconnaissance de la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh. Depuis lors, les relations sont de plus en plus tendues entre l'Eglise et Pachinian. Le mois dernier, le premier ministre a accusé l'Eglise de s'ingérer dans les affaires politiques, s'attirant une prompte réponse du catholicos.

————————————-

3.Les Nouvelles d'Arménie

13 juin 2023

Des parents de détenus et de disparus ont présenté leurs préoccupations et (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Des parents de détenus et de disparus ont présenté leurs préoccupations et observations à l'Assemblée nationale

Le 12 juin, une réunion a eu lieu entre les membres du Comité et les parents de prisonniers et de personnes disparues sous la direction du président du Comité permanent des affaires de défense et de sécurité de la République d'Arménie, Andranik Kocharyan, rapporte le site de l'Assemblée nationale.

Au cours de la réunion, les députés ont entendu les préoccupations et les observations des parents concernant les travaux de la « *Commission interministérielle sur les détenus, les otages et les personnes disparues* ». Les parents ont avancé un certain nombre de problèmes et de recommandations pour

accroître l’efficacité des activités de la commission susmentionnée, attendant l’intervention directe et l’implication du Comité permanent des questions de défense et de sécurité de la RA NA dans la résolution des problèmes susmentionnés.
Andranik Kocharyan, président du Comité permanent des affaires de défense et de sécurité de l’ARA, s’est dit prêt à prendre des mesures actives en rapport avec le sujet en question.
Selon des défenseurs des droits humains, 80 personnes sont en captivité en Azerbaïdjan et 2 autres ont été enlevées le 26 mai 2023.

Krikor Amirzayan

4.Armenpress

13 juin 2023

La Russie est prête à discuter du financement de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Arménie

EREVAN, 8 JUIN, ARMENPRESS: La Russie est prête à discuter des questions financières et des paramètres de la construction de centrales nucléaires sur les territoires des membres de l'Union économique eurasienne, y compris l'Arménie, a déclaré le Premier ministre russe Mikhail Mishustin lors de l'exposition "Eurasia: notre maison", à laquelle participait le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan.

Les chefs de gouvernement ont été informés de la centrale la plus performante de Rosatom, un projet conjoint de la Russie et du Belarus. Cette centrale nucléaire comporte deux réacteurs d'une capacité de 1 200 mégawatts. La première unité

est déjà opérationnelle tandis que la seconde est en cours de test. Mishustin a déclaré à Pashinyan lors de l'exposition que les entreprises biélorusses ont financé un peu plus de 40 % des coûts.

Le chef de Rosatom, Alexeï Likhachev, a déclaré qu'ils étaient responsables du respect des normes les plus strictes de la Russie et de l'AIEA en matière de qualité, d'efficacité et de sécurité.

Le Premier ministre Pashinyan a déclaré qu'il avait été informé que Rosatom ne proposait pas de réacteurs d'une capacité inférieure à 1 200 MW.

Likhachev a indiqué à M. Pashinyan que Rosatom pouvait construire des réacteurs d'une capacité de 1 000, 600 ou 400 MW, mais que cela coûterait plus cher.

——————————-

5.Le Petit Journal

11 mai 2023

Les Arméniens et l’oubli

(Voir la pièce jointe)

——————————-

6.Azatutyun

24 mai 2023

«Մենք բոլորս ապրում ենք մի վայրում, որի կադաստրի վկայականը չունենք». Փաշինյան (azatutyun.am)

«Մենք բոլորս ապրում ենք մի

վայրում, որի կադաստրի վկայականը չունենք». Փաշինյան

«Մենք բոլորս ապրում ենք մի վայրում, որի կադաստրի վկայականը չունենք», – այսօր խորհրդարանի ամբիոնից հայտարարեց Հայաստանի վարչապետը, պնդելով, որ եթե հաջողվի Ադրբեջանի հետ ստորագրել խաղաղության պայմանագիրը, ապա, գուցե, իր բնորոշմամբ, այդ վկայականը ստանանք։

Վարչապետն ընդունեց ընդդիմությունից հնչող այն քննադատությունը, թե Հայաստանը կատարում է Ադրբեջանի բոլոր պահանջները թե՛ Արցախի և թե՛ անկլավների մասով ու փոխարենը ոչինչ չի ստանում։ Բայց ինչպես Փաշինյանը պնդեց՝ Հայաստանը շանս է ստանում իր տարածքի սեփականատերը դառնալ դե յուրե։

«Մենք բոլորս հասկանո՞ւմ ենք, որ մենք մեզ շատ սիրելի հայրենիքում 30 տարի ապրում ենք մի տեղ, որի կադաստրի վկայականը չունենք, ընդ որում, Հայաստանը որպես պետություն իր բազմահազարամյա գոյության ընթացքում երբեք կադաստրի վկայական չի ունեցել։ Եթե այն, ինչ որ մենք ուզում ենք անել ստացվի, մենք պատմության մեջ առաջին անգամ կստանանք կադաստրի վկայական, սեփականատեր կլինենք ոչ միայն դե ֆակտո, այլև՝ դե յուրե։ Մենք ապրում ենք մի տեղ, որտեղ աշխարհում առնվազն մի քանի պետություն կա, որը մտածում է, որ երբ ուզի՝ կասի մի հատ հավաքվեք ստեղից դուրս եկեք, և մենք այդ ժամանակ չենք կարա ասենք՝ հլը մի րոպե, կադաստրի վկայականը.... եթե էդ ստացվի, Լեռնային Ղարաբաղի հայության իրավունքների և անվտանգության հարցով ինստիտուցիոնալ բանակցային պրոցես, այո, այս պահին մենք ոչ մի բան չենք ստացել, շանս ենք ստացել, որ կարանք ստանանք ինչ-որ բան, բայց մենք շարունակում ենք մնալ այդ ռեժիմում՝ առանց կադաստրի վկայականի։ Մենք՝ բոլորս, Հայաստանի Հանրապետության խորհրդարանը, բոլորս ուզում ենք հաղթահարենք տնվորի մեր կարգավիճակը, մենք ուզում ենք ունենալ կադաստրի վկայական, որի անունն է՝ պետություն՝ միջազգայնորեն ճանաչված, դեմարկացված և դելիմիտացված սահմաններով», – հայտարարեց Փաշինյանը։

Արձագանքելով վարչապետի հայտարարությանը՝ Հայ ազգային կոնգրեսի փոխնախագահ Լևոն Զուրաբյանն ասաց, թե «դա պրիմիտիվ մարդու բացատրություն է, որը կարիք ունի, երբ մի բարդ բանի հետ առնչվում է, թարգմանել իր համար ավելի հասկանալի կենցաղային տերմիններով»՝ ընդգծելով. – «Նրա պրիմիտիվությունը և անգրագիտությունը վտանգի տակ է դնում Հայաստանը»:

«Ազատության» հարցին՝ վարչապետի ասածից չի՞ հասկացվում, որ մենք պետություն չունենք, չենք էլ ունեցել, Հայ ազգային կոնգրեսի փոխնախագահը պատասխանեց. – «Ես չեմ կարծում, որ Փաշինյանի հայտարարությունները ընդհանրապես որևէ բան նշանակում են, որովհետև ինքն էլ չի հասկանում, թե ինչ է խոսում, և Հայաստան պետության գոյությունը բացարձակապես կախված չի Նիկոլ Փաշինյանի անգրագետ բնորոշումներից»:

Հայաստանի վարչապետը այսօր ևս մեկ անգամ վերահաստատեց՝ ճանաչում է Ադրբեջանի 86.600 քառակուսի կիլոմետրը, որի մեջ մտնում է նաև Արցախը: Փաշինյանը փորձեց բացատրել, թե ինչու է դա անում:

«Ադրբեջանն ունի շատ հստակ խոսույթ, ասում է՝ եթե դուք մեր տարածքային ամբողջականությունը չեք ճանաչում, մենք էլ ձեր տարածքային ամբողջականությունը չենք ճանաչում, և այս խոսակցությունը տեղի է ունենում միջազգային հանրության աչքի առաջ: Հիմա այստեղ մենք պետք է որոշում կայացնենք. շատ լավ, մենք կարող ենք ասել, որ մենք չենք ճանաչում Ադրբեջանի 86,6 հազար քառակուսի կմ-ն, և մեր կարծիքով՝ Ադրբեջանը ոչ թե 86,6 հազար քառ. կմ է, այլ 45,7 հազար քառակուսի կիլոմետր է, իրենք էլ կասեն՝ շատ լավ, ուրեմն մեր կարծիքով էլ Հայաստանը ոչ թե 29,8 հազար քառակուսի կիլոմետր է, այլ 8 հազար 700 քառակուսի կմ է: Հիմա նրանք, ովքեր ասում են, որ Ադրբեջանն 86,6 հազար քառակուսի կմ չի, այլ -X թիվ է, նրանք միևնույն ժամանակ ասում են, որ Հայաստանի Հանրապետությունը 29 հազար 800 քառակուսի կիլոմետր չի, այլ մինուս ինչ-որ X թիվ, ինչքան թիվ է, էդ էլ կորոշվի նրանից, թե ՀԱՊԿ-ում այդ օրն ինչ տրամադրություն է տիրում», – ասաց վարչապետ:

Անկլավների մասին

Անդրադառնալով անկլավներին՝ Փաշինյանը պնդեց՝ եթե հարցը դիտարկում ենք խաղաղության տեսանկյունից, ապա դա տեխնիկական կազմակերպչական հարց է: Պատմեց, թե անկլավների մասին իր կուսակիցների հետ վերջերս ունեցած քննարկման ժամանակ շեշտել է, որ պետք է փոխել այդ հարցի հոգեբանական ընկալումը, հաշվի առնելով, որ խնդրի շուրջ պարբերաբար լարվածություն է ստեղծվում:

«Եթե մենք իրոք խոսում ենք խաղաղության մասին, դա ընդամենը տեխնիկական կազմակերպչական հարց է, որը շատ մեծ ռազմավարական խորք չունի: Եթե մենք խոսում ենք պատերազմի մասի, այո, դա շատ սուր հարց է, եթե՝ խաղաղության մեջ, հարցն այդքան ծանր չի», – նշեց Հայաստանի կառավարության ղեկավարը:

ԿԱՐԴԱՑԵՔ ՆԱԵՎ

Հայաստանը պատրաստ է ճանաչել Լեռնային Ղարաբաղը Ադրբեջանի մաս. Նիկոլ Փաշինյան

Վարչապետը մանրամասնեց՝ անկլավների հարցը ունի քաղաքական և իրավական կողմ, և քաղաքական մակարդակում Մյունխենում և Բրյուսելում Ալիևի հետ եղել է խոսակցություն, թե արդյոք Հայաստանն ու Ադրբեջանը փոխադարձաբար ճանաչում են անկլավների գոյությունը: Այսինքն՝ որ կա Արծվաշեն, որը պատկանում է Հայաստանին և անկլավներ, որոնք Հայաստանի տարածում են և պատկանել են Ադրբեջանին:

«Այո, քաղաքական մակարդակում դա մենք ճանաչում ենք, և ես ասել եմ, որ իրավական մակարդակում մենք լրացուցիչ հարցեր ունենք առնվազն նրանցից մի քանիսի հետ կապված: Լուծելու երկու տարբերակ կա. տարբերակներից մեկ՝ որը սահմանից այն կողմ է, մնում է սահմանից այն կողմ գտնվող երկրի տարածքում, որը սահմանից էս կողմ է, գտնվում է սահմանից այս կողմ գտնվող երկրի

տարածքում, կամ եթե կողմից մեկը չի ուզում, օրինակ, էս էլ է հարց, այդտեղ նախ որևէ բան որոշված չի և այն ինչ-որ կորոշվի, եթե օրինակ, կլինի հստակ պայմանավորվածություն Ադրբեջանի հետ, ես կգամ, կասեմ, որ այդ հարցի լուծումը հստակ պայմանավորվել ենք, այսպես է: Այդ թեմայի վերաբերյալ որևէ վերջնական համաձայնեցում չկա, կան մտքեր, տարբեր գաղափարներ, որոնցից ոչ մեկը մերժված չի», – ասաց նա:

Փաշինյանի ձևակերպմամբ՝ անկլավների հարցի շահառուն է նաև Տավուշի մարզի Ոսկեպար գյուղը, և վերջերս այս համայնքի բնակիչների հետ հանդիպմանը վստահեցրել է, թե կոնկրետ լուծում իրենց մասով դեռ չկա:

«Ոսկեպարն ամենաշահառու համայնքներից մեկն է այդ խնդրի, ինքը երկու կողմից է շահառու՝ և՛ ճանապարհի մասով է շահառու, և՛ անկլավներից մեկը գտնվում է իր հարևանությամբ», – ասաց Նիկոլ Փաշինյանը:

————————-

7.Azatutyun

25 mai 2023

[Առանց «կադաստրի վկայականի» ՄԱԿ-ի անդամ չեն դառնում. ԱԳ նախկին փոխնախարարը հակադարձում է վարչապետին (azatutyun.am)](#)

Առանց «կադաստրի վկայականի» ՄԱԿ-ի անդամ չեն դառնում. ԱԳ նախկին փոխնախարարը հակադարձում

է վարչապետին

«Կադաստր և տնվոր... ողբամ ես, կարող եմ ասել», – Հայաստանի նախկին փոխարտգործնախարար, դեսպան Ավետ Ադոնցն այսպես է արձագանքում Հայաստանի վարչապետի երեկվա հայտարարություններին։

«Մենք բոլորս հասկանո՞ւմ ենք, որ մենք մեզ շատ սիրելի հայրենիքում 30 տարի ապրում ենք մի տեղ, որի կադաստրի վկայականը չունենք, Հայաստանը որպես պետություն իր բազմահազարամյա գոյության ընթացքում երբեք կադաստրի վկայական չի ունեցել: Եթե այն, ինչ որ մենք ուզում ենք անել ստացվի, մենք պատմության մեջ առաջին անգամ կստանանք կադաստրի վկայական, սեփականատեր կլինենք ոչ միայն դե ֆակտո, այլև՝ դե յուրե: Մենք՝ բոլորս, Հայաստանի Հանրապետության խորհրդարանը, բոլորս ուզում ենք հաղթահարենք տնվորի մեր կարգավիճակը», – երեկ հայտարարել է Փաշինյանը:

Ադոնցը, արձագանքելով վարչապետին, ասաց. «Երևի պատմության մեջ առաջին անգամ է, որ որևէ պետության ղեկավար նման տիպի որակավորումներ տա իր իսկ սեփական պետությանը, իր իսկ սեփական ժողովրդի վերաբերյալ»:

Շուրջ 30 տարի դիվանագիտության բնագավառում պաշտոնավարած Ադոնցն ասում է, թե ցավում է, որ Ազգային ժողովի ամբիոնից Փաշինյանը խոսում է Հայաստանի պետության, պետականության մասին, նրա ձևակերպմամբ, թաղապետարանի մակարդակով՝ կոչ անելով Փաշինյանին պետությունը չհամեմատել կադաստրի հետ։

«Երկրի մասին խոսել կադաստրի վկայականի փիլիսոփայության մեջ, դա խայտառակություն է, ամոթ է», – ընդգծեց Ավետ Ադոնցը:

Նախկին փոխարտգործնախարարի համոզմամբ՝ Փաշինյանը դեմարկացիայի և դելիմիտիացայի գործընթացը երեկ խորհրդարանում ներկայացրեց իբրև Ադրբեջանի կողմից կադաստրի վկայական ստանալու գործընթաց, այսինքն, ըստ վարչապետի, Ադրբեջանն է, որ պետք է ձևակերպի և ներկայացնի Հայաստանին այդ փաստաթուղթը։

«Երբեք դա որպես կադաստրի վկայական չի կարելի նշել, դա նույնիսկ

հասանելի չի այն մեր քաղաքացիների ու այն մեր հասարակության լայն շրջանակների հետ, որոնք դիվանագիտության հետ կապ չունեն: Իրենք այս երկրում տնվոր չեն, որպեսզի ունենան կա՛մ վարձակալության պայմանագիր, կա՛մ սեփականաշնորհման վկայագիր, ընդ որում, այն վկայականը սեփականության, որն ըստ երեկվա հայտարարության և ըստ երեկվա ներկայացված կամ առաջարկված փիլիսոփայության, պետք է հաստատվի Ադրբեջանի կողմից», – ընդգծեց Ադոնցը:

«Փաշինյանը հարցականի տակ է դնում Հայաստանի պետության միջազգային օրինականությունը»

Հայաստանի վարչապետը, ըստ նախկին դիվանագետի, իր հայտարարություններով, ըստ էության, հարցականի տակ է դնում Հայաստանի պետության միջազգային օրինականությունը, այն դեպքում, երբ անկախ Հայաստանը դիվանագիտական հարաբերություններ է հաստատել աշխարհի գրեթե բոլոր երկրների հետ, ինչը նշանակում է, որ այդ երկրները ճանաչում են Հայաստանի տարածքային ամբողջականությունը:

«Մենք ՄԱԿ-ի անդամ ենք, լիիրավ անդամ 91 թվականից, անկախությունը հռչակելուց հետո: Առանց, պետք է ասեմ այդ արտահայտությունը, կադաստրի վկայականի ՄԱԿ-ի անդամ չեն դառնում», – ասաց նախկին փոխարտգործնախարարը:

Ադոնցի գնահատմամբ՝ Փաշինյանը պրիմիտիվ, անընդունելի, մարդկանց արժանապատվությունը ոտնահարող հայտարարություններով իրականում փորձում է նախապատրաստել ժողովրդին՝ Ադրբեջանի հետ խաղաղության պայմանագրի ստորագրմանը, որով ինչպես ինքն է հայտարարել ճանաչում է Արցախը Ադրբեջանի կազմում: Ընդորում, ըստ Ադոնցի, երեկվա հայտարարությունները ցույց են տալիս, որ Փաշինյանը այդ բանակցություններում լուրջ ճնշումների տակ է, մինչդեռ միջազգային ընդունված սկզբունքի համաձայն՝ ճնշումների ներքո չի կարող սահմանազատման գործընթաց տեղի ունենալ:

«Փաստորեն հերթական անգամ տնվորներին Հայաստանի Հանրապետության, որոնք հայ ժողովուրդն է, հայ ազգն է, որոնց ինքը անվանել է տնվոր, սա մի հերթական պատգամն է, որ մենք վաղը կարող ենք չլինել, սա հերթական անգամ շատ պրիմիտիվ ձևով պատրաստությունն է: Երբ որ պատրաստվում ես ստորագրել ինչ-որ միջազգային պայմանագիր, որն ուղղված է կամ հասցեագրված է այս կամ այն շատ կարևոր հարցի կարգավորմանը, իսկ տվյալ պարագայում Արցախի հարցին, ապա, բնականաբար, ստորագրմանը մեր հանրությունը պետք է պատրաստ լինի, և այդ նախապատրաստական աշխատանքները տարվում են շատ պրիմիտիվ, իսկ դրանց բովանդակությունն, ըստ իս, անընդունելի է», – ասաց նախկին պաշտոնյան:

Վարչապետ Փաշինյանը երեկ խորհրդարանում հայտարարեց, թե աշխարհում կա մի քանի պետություն, որոնք կարող են հայերի առջև իրենց երկրից հանելու պահանջ դնել ու կադաստրի վկայական չունեցող Հայաստանը չի կարող հակափաստարկ չի կարող ներկայացնել: Փաշինյանը այդ երկրների անունները չտվեց:

«Մենք ապրում ենք մի տեղ, որտեղ աշխարհում առնվազն մի քանի պետություն կա, որը մտածում է, որ երբ ուզի՝ կասի մի հատ հավաքվեք ստեղից դուրս եկեք, և մենք այդ ժամանակ չենք կարա ասենք՝ հլը մի որպե, կադաստրի վկայականը....», – ասել է Փաշինյանը:

«Ես ոչ թե կարող եմ հաստատել, ես այդպիսի բան չեմ լսել, վստահաբար այդպիսի բան չկա», – հայտարարեց Ավետ Ադոնցը:

Փաշինյանի օրոք պաշտոնավարած նախկին փոխարտգործնախարարը, որ արտաքին գերատեսչությունից հեռացավ 2021-ին, ասում է, որ 30 տարի լինելով դիվանագիտության մեջ, վստահորեն կարող է ասել՝ երբեք Հայաստանի տարածքային ամբողջականությունը կասկածի տակ չի դրվել: Թուրքիան երբևէ տարածքային պահանջ չի ներկայացրել, նման պահանջ նախկինում չուներ անգամ Ադրբեջանը:

«Տարածքային պահանջ Ադրբեջանը չի ունեցել Հայաստանի նկատմամբ 3-4 տարի առաջ, իսկ հիմա իրավիճակը որակապես է փոխվել, այսինքն, մենք գտնվում ենք ճնշման տակ և որևէ կերպ չենք

փորձում նույնիսկ դուրս գալ այդ ճնշումներից և վարել բանակցությունները Ադրբեջանի հետ արժանապատվորեն», – ասաց Ադոնցը:

Ինչո՞ւ 100-ից ավելի պետությունների կողմից ճանաչված ու ՄԱԿ-ի լիիրավ անդամ Հայաստանը պետք է այսպես կոչված կադաստրի վկայական ստանա հենց Ադրբեջանից, հակառակ պարագայում հայաստանցիները, վարչապետի ձևակերպմամբ, կմնան տնվորի կարգավիճակում. Փաշինյանը երեկ այդպես էլ չհստակեցրեց:

ARTSAKH

8.Les Nouvelles d'Arménie

29 mai 2023

Le rapport des six mois de blocus de l'Artsakh publié par le Défenseur des (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le rapport des six mois de blocus de l'Artsakh publié par le Défenseur des droits de l'homme de l'Artsakh

Ce lundi 12 juin, le Défenseur des droits de l'homme de la République de l'Artsakh a publié une version mise à jour du rapport trilingue sur les violations des droits de l'homme individuels et collectifs à la suite du blocus de six mois (182 jours) de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan.
Le rapport présente de manière complète et détaillée des données sur les violations de 7 droits individuels, 5 groupes vulnérables et 4 droits collectifs, qui reflètent l'aggravation de la crise humanitaire et la politique génocidaire azérie contre le peuple d'Artsakh.
Voici quelques faits clés sur les violations des droits de l'homme à la suite du blocus reflétés dans le rapport :
Les cas de mouvement bidirectionnel de personnes le long de la route Stepanakert-Goris (corridor de Latchine) ont diminué de 198 fois (2246 entrées et sorties au lieu de 445 900).
Près de 58 fois moins de mouvements de véhicules ont été enregistrés sur la route

qu’ils n’auraient dû l’être sans le blocus (au lieu de 167 440, 2 867 véhicules sont entrés et sortis, et ce uniquement par la Croix-Rouge et les casques bleus russes).

Environ 13 fois moins de marchandises vitales ont été importées qu’elles n’auraient dû l’être (5 574 tonnes au lieu de 72 800 tonnes).
En raison de la suspension des opérations chirurgicales planifiées, environ 1 400 citoyens ont été privés de la possibilité de résoudre leurs problèmes de santé par la chirurgie.
L’Azerbaïdjan a totalement ou partiellement interrompu l’approvisionnement en gaz de l’Arménie vers l’Artsakh pour un total de 117 jours.

L’approvisionnement en électricité de l’Arménie vers l’Artsakh a été complètement interrompu pendant 154 jours, ce qui continue d’entraîner des arrêts de ventilateurs et d’urgence.
Selon des estimations préliminaires, environ 11 000 personnes ont perdu leur emploi et leurs sources de revenus.
Environ 346 millions de dollars de dommages ont été causés à l’économie du pays.
Un certain nombre de violations des droits sont plus aiguës parmi les représentants des groupes vulnérables, à savoir 30 000 enfants, 9 000 personnes handicapées, 20 000 personnes âgées, 60 000 femmes (femmes et filles) et 15 000 personnes déplacées.
Il est à noter qu’en plus des violations continues et multiples des dispositions de la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, et en ne mettant toujours pas en œuvre la décision de la Cour internationale de justice des Nations unies visant à garantir la sortie et l’entrée ininterrompues des personnes, des véhicules et des marchandises par le corridor de Latchine, l’Azerbaïdjan a violé une fois de plus les valeurs et principes internationaux les plus élevés.

De plus, après cela, la partie azérie a eu recours à des actions agressives, entraînant des pertes en vies humaines et d’autres privations parmi la population d’Artsakh, et à partir du 23 avril 2023, elle a mis en place un point de contrôle illégal près du pont de la rivière Hakar. La communauté internationale a non seulement le droit, mais aussi l’obligation irréfutable de mettre en œuvre la décision de la Haute Cour internationale par des moyens pratiques et de prévenir de futurs crimes azerbaïdjanais.

Toutes les infractions azéries contre le peuple d’Artsakh sont commises dans le

cadre de la politique étatique de discrimination raciale (haine anti-arménienne) et sont profondément dirigées contre son droit à l'autodétermination et le fait de sa réalisation, visant à fermer définitivement la page du conflit en leur faveur par le biais du nettoyage ethnique.

"*La politique de haine ethnique menée de manière systématique et constante par l'Azerbaïdjan, qui s'est manifestée à la fois lors des agressions déclenchées contre le peuple d'Artsakh et après l'établissement du cessez-le-feu, prouve irréfutablement que tout statut de l'Artsakh en Azerbaïdjan équivaut au nettoyage ethnique d'Artsakh et le génocide des Arméniens d'Artsakh. Par conséquent, dans le contexte du conflit de l'Artsakh, le droit à l'autodétermination est égal au droit des peuples à vivre dans leur patrie »,* indique le communiqué de presse du personnel du DDH de l'Artsakh, qui estime que le droit fondamental à l'autodétermination -la détermination du peuple d'Artsakh et le harcèlement et les menaces contre son existence physique sur la base de la discrimination raciale azérie sont des motifs plus que suffisants pour la protection du peuple d'Artsakh et la reconnaissance internationale de la République d'Artsakh par la communauté internationale » indique le rapport . Source Armenpress

Krikor Amirzayan

——————————-

9.Les Nouvelles d'Arménie

13 juin 2023

L'appel de la droite LR pour soutenir le Haut-Karabakh

TRIBUNE – Plus de 170 élus LR, dont Gérard Larcher, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez, David Lisnard, Bruno Retailleau, Olivier Marleix, Francois-Xavier Bellamy et Éric Ciotti, lancent un appel pour empêcher « la fin programmée » du Haut-Karabakh et les risques de massacre encourus par les populations arméniennes de ce territoire.

C'est un cri d'alarme que nous voulons ici lancer. Le cri d'alarme de ceux qui ne veulent pas rester silencieux face à la fin programmée de la République autodéterminée du Haut-Karabakh et les risques de massacre encourus par les populations arméniennes de ce territoire.

Le pouvoir arménien se trouve dans un état d'affaiblissement et d'isolement extrêmes depuis la guerre qu'il a perdue face à l'Azerbaïdjan à l'automne 2020. Les « négociations de paix » qu'il mène depuis lors avec le régime de Bakou se déroulent de manière totalement déséquilibrée : le pouvoir azerbaïdjanais – allié de facto et de jure de la Russie, comme l'a rappelé il y a quelques jours encore le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev – opère depuis six mois un blocus inhumain contre la zone restée libre de République du Haut-Karabakh avec l'ambition ouvertement affichée d'en affamer et d'en chasser les 120.000 Arméniens qui y vivent.

Les forces russes de maintien de la paix, qui devaient garantir la libre circulation entre l'Arménie et le Haut-Karabakh – et ipso facto son approvisionnement – ont révélé leur impuissance à jouer leur rôle. L'ordonnance rendue le 22 février dernier par la Cour internationale de justice et exigeant la levée du blocus s'est révélée sans effet sur Ilham Aliyev.

Dans un monde où les forces de destruction et d'asservissement progressent, la France peut et doit prendre l'initiative de rééquilibrer les négociations arméno-azerbaïdjanaises en repensant avec tous nos partenaires l'architecture de sécurité qui prévaut au Caucase du Sud

Face aux velléités belliqueuses et irrédentistes d'un Azerbaïdjan surarmé, l'Arménie impuissante tente déjà, quant à elle, de sauver sa propre souveraineté territoriale. Dans ce contexte, nous lançons un appel solennel au président de la République : la France peut intervenir ; la France doit intervenir. Nous le devons parce que les Arméniens d'Arménie comme du Haut-Karabakh incarnent, non seulement le visage de la démocratie dans une région où règnent sans partage des États autoritaires, voire dictatoriaux, mais aussi le poste avancé d'une culture chrétienne que nous avons en partage. Nous le devons parce qu'il en va de notre responsabilité de protection, qui s'impose à nous au titre des engagements pris en 2005 devant l'Assemblée générale des Nations unies.

LA SUITE SUR LE LIEN PLUS BAS

——————————-

10.Nor Haratch

12 juin 2023

STEPANAKERT – L'agence « Nous sommes nos montagnes » a commencé à mettre en œuvre le programme de rééquipement des serres en Artsakh – Nor Haratch

STEPANAKERT – L’agence « Nous sommes nos montagnes » a commencé à mettre en œuvre le programme de rééquipement des serres en Artsakh

Le 8 juin, à l’initiative de l’agence de développement territorial « Nous sommes nos montagnes », le projet de rééquipement des serres en Artsakh a été lancé, dans le but d’atténuer la crise alimentaire créée à la suite du blocus.

Le projet prévoit le rééquipement d’environ 14 000 m2 de serres avec des systèmes de refroidissement, d’humidification, d’éclairage, de chauffage, d’irrigation et de fertilisation, ce qui offre la possibilité d’augmenter considérablement le volume de produits.

Le projet sera mis en œuvre avec la coopération de l’État. Récemment, un accord en ce sens a été signé entre l’agence « Nous sommes nos montagnes » et le ministère de l’Agriculture de la République d’Artsakh et le Fonds de soutien aux villages et à l’agriculture, et les candidatures sont déjà ouvertes.

Les propriétaires de serres de 300 m2 et plus peuvent bénéficier du projet. Le financement de 95% du coût total du rééquipement des serres sera assuré par l’agence « Nous sommes nos montagnes » à travers le Fonds d’Appui Villageois et Agricole (dont 45% seront sous forme de prêt sans intérêt), et les 5% seront à la charge du propriétaire.

Les questions liées au projet ont également été abordées lors de la rencontre avec Ruben Vardanian, co-fondateur de l’agence « Nous sommes nos montagnes », et les membres de l’Association de développement des serres d’Artsakh. Parlant de l’importance du projet du point de vue de la sécurité alimentaire de l’Artsakh, Ruben Vardanian a déclaré : *« Le blocus de l’Artsakh par l’Azerbaïdjan oblige à prendre des mesures pour assurer l’autosuffisance alimentaire. Ce programme résout plusieurs problèmes. C’est important du point de vue de la sécurité*

alimentaire, du développement des affaires et, dans la situation actuelle, de la préservation et de la création de nouveaux emplois en Artsakh. Le programme contribuera également à l'introduction de nouvelles normes dans l'agriculture, ce qui est extrêmement important pour le développement du secteur. Je suis reconnaissant aux donateurs de l'Agence, qui aideront à résoudre un problème aussi important avec leurs investissements. »

L'agence « Nous sommes nos montagnes » entreprend les projets de développement d'Artsakh et de Syunik, en coopération avec les gouvernements d'Artsakh et d'Arménie, ainsi qu'avec d'autres organisations locales, internationales et individuelles. Elle a été fondée par Ruben Vardanian et ses partenaires.

——————————-

11.Le Courrier d'Erevan

13 juin 2023

Six mois de violation du droit des hommes et des femmes du Karabagh (courrier.am)

Six mois de violation du droit des hommes et des femmes du Karabagh

Le bureau de l'ombudsman du Karabagh publie un rapport exhaustif sur six mois de blocus et de violation des droits de l'homme au Karabagh.

Le lundi 12 juin a marqué les six mois de la fermeture du Corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan et de l'isolement du Karabagh du reste du monde. L'histoire n'est que trop connue : au matin du 12 décembre 2022, sous des prétextes de revendications écologistes, un groupe d'activistes Azerbaïdjanais en civil bloque l'unique route reliant Stepanakert à Goris, l'Artsakh à l'Arménie; et au monde extérieur. Le 28 avril, ils lèvent leur barrage, remplacé cinq jours plus tôt par un poste de contrôle tout à fait officiel sous contrôle des forces armées et de police

azerbaïdjanaises sur le pont sur la rivière Hakari de cette même route.

Le rapport (en anglais) publié ce jour par le bureau du défenseur des droits de l'homme à Stepanakert présente de manière exhaustive les violations des droits de l'homme individuelles et collectives enregistrées au cours de ces six mois de blocus du Karabagh par l'Azerbaïdjan. Il a été préparé sur la base d'informations obtenues à partir d'enquêtes et d'entretiens menés par le Bureau du défenseur des droits de l'homme de la République d'Artsakh auprès d'organismes publics, et d'informations obtenues de sources ouvertes.

Chaque section est documentée de photographies spécifiques et de récits de première mains, strict reflets de la réalité. Afin de protéger les données personnelles, toutes les photos proviennent de sources libres et sont utilisées avec le consentement des personnes qui y figurent et des auteurs. Par sécurité, le nom des personnes évoquées a été modifiés.

Le blocus en cours de l'Artsakh et la perturbation des infrastructures vitales par l'Azerbaïdjan, ainsi que les attaques armées régulières et constantes, visent à soumettre l'Artsakh à un nettoyage ethnique par l'intimidation physique et psychologique. Ce travail de fond mené par les autorités azerbaïdjanaises prend désormais une tournure de plus en plus inquiétante avec la multiplication, depuis une dizaine de jours, de messages quotidiens émanant du ministère de la Défense azerbaïdjanais faisant état d'échauffourées ou de coups de feu tirés en direction de ses positions. Déclarations jugées comme « désinformation » par Stepanakert aussi bien qu'Erevan mais qui leur laisse craindre une préparation des esprits à une offensive armée de grande ampleur.

——————————-

FRANCE

11.Nor Haratch

12 juin 2023

La mairie de Paris adopte un vœu demandant l’octroi d’une aide d’urgence à la population d’Artsakh – Nor Haratch

La mairie de Paris adopte un vœu demandant l’octroi d’une aide d’urgence à la population d’Artsakh

Le conseil municipal de Paris a adopté à l’unanimité le 5 juin un vœu présenté par le premier adjoint à la maire Arnaud Ngatcha demandant « l’octroi d’une aide urgente au peuple d’Artsakh et aux réfugiés artsakhiotes en Arménie ».

Le vœu souligne que 120 000 habitants de l’Artsakh sont coupés du reste du monde à la suite du blocus illégal du corridor de Lacthine par l’Azerbaïdjan depuis le 12 décembre 2022, et fait référence à la résolution du Conseil du 27 novembre 2020 appelant le gouvernement à reconnaître la République d’Artsakh, à l’aide apportée au peuple d’Artsakh par diverses collectivités territoriales administratives de France, aux nombreux appels de soutien et de solidarité au peuple arménien, à l’adhésion d’Erevan à l’Association internationale des maires francophones (AIMF) et attache de l’importance au soutien apporté aux Arméniens d’Artsakh.

Le Conseil municipal appelle également la maire de Paris à inviter les autres collectivités territoriales de France et des villes étrangères membres de l’AIMF à se joindre à l’initiative de soutien d’urgence, dont l’objectif est de venir en aide à la population de l’Artsakh réfugiée en Arménie et de livrer une aide alimentaire au peuple d’Artsakh par le biais d’un convoi humanitaire.

---

photo : Armineh JOHANNES arminehjo@hotmail.com